

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :



samedi 28 décembre 2013

Syndicalisme rassemblé = syndicalisme jaune

Front Syndical de Classe

L'alliance privilégiée avec la CFDT est au cœur de cette orientation.

On ne peut plus nier cette évidence !

Or, les principaux faits sont là :

- déjà en 1995 Nicole Notat (depuis confortablement reclassée, comme Chèrèque et bien d'autres) soutenait la réforme Juppé des retraites,
- la CFDT procède à un retournement de veste en rase campagne au moment de la bataille des retraites en 2003,
- en 2010 elle freine le mouvement des quatre fers,
- elle approuve en 2012 les moyens donnés au patronat de flexibiliser davantage les travailleurs et de les priver de moyens de défense face aux restructurations, aux délocalisations et aux licenciements (signature de l'ANI),
- récemment chez STX à Saint-Nazaire elle cède au chantage patronal d'allonger le temps de travail sans aucune compensation,
- elle est de fait le syndicat sur lequel le pouvoir socialiste s'appuie pour faire passer ses contre-réformes et faire approuver la sacro-sainte « *construction européenne* »,
- les médias aux ordres lui réservent une place privilégiée, à l'exemple d'Édouard Martin d'Arcelor Mittal Florange.

C'est donc dire que ces choix viennent de loin et perdurent !

Or, la direction confédérale et Thierry Lepaon courent après les dirigeants de la CFDT, à la recherche d'une unité de sommet alignée sur ces renoncements et ces trahisons !

C'est en référence à ce "syndicalisme rassemblé", signataire de tous les renoncements, porté sur les fonts baptismaux par la Confédération Européenne des Syndicats, que le pouvoir socialiste peut se prévaloir du "dialogue entre partenaires sociaux" [1].

Sous-entendu, les organisations syndicales consentent aux contre-réformes et aux reculs sociaux.

Dernier exemple : la direction confédérale s'apprêtait bel et bien à signer avec la CFDT et le MEDEF l'accord sur la formation professionnelle et ce n'est que sous la pression et de la délégation des négociateurs et de fédérations comme la FILPAC, qui s'étaient publiquement prononcé contre, qu'elle a dû opérer un véritable retournement que, par ailleurs, elle tente de masquer.

Poursuivre dans cette voie, c'est désespérer les travailleurs et conforter le sentiment qu'on ne peut rien faire contre ces véritables agressions sociales.

Les luttes nécessaires pour se défendre et conquérir de nouveaux droits ne passeront pas par une alliance avec ceux qui n'ont cessé de trahir les intérêts des travailleurs.

L'unité se forgera comme toujours dans la lutte, à la base, sur les revendications qui rassemblent les salariés, les retraités, les sans-emploi ... dans les entreprises, les établissements et dans les régions.

Il est plus que temps pour les militants de la CGT qui l'ont clairement exprimé au cours du dernier congrès, et qui sont restés fidèles au principe de la lutte des classes de dire clairement, publiquement et fortement que les actuels dirigeants confédéraux conduisent l'organisation dans une impasse. (La situation est identique à la FSU où les directions des syndicats nationaux protègent le gouvernement et refusent malgré les injonctions de leurs bases d'organiser la riposte face aux graves dangers qui pèsent sur l'Education nationale et les statuts des personnels.)

Déjà en 2005, pour donner un gage à la CES et à l'Union européenne, des dirigeants prétendaient empêcher la CGT de mener campagne pour le NON au Traité constitutionnel européen. A l'époque ils avaient été battus.

Que monte de toutes les bases CGT l'exigence d'une réorientation majeure des directions nationales et que par exemple la confédération s'engage enfin à coordonner les luttes des entreprises les plus combattives et en même temps les plus exposées au démantèlement, à la casse, à la répression et à la vindicte patronale comme on le voit pour les Goodyear d'Amiens par exemple.

Le Front Syndical de Classe, 21 décembre 2013

[1] Les négociations au sommet sous le contrôle de Sapin se déroulent selon un schéma déjà mis au point par Sarkozy, selon la même procédure : un calendrier serré, des conciliabules à part et, cerise sur le gâteau, un chantage final "Si vous ne vous mettez pas d'accord on procédera de toute façon par la loi ". En dehors même du contenu des négociations, des conditions donc inadmissibles pour tout syndicaliste digne de ce nom !

<http://www.legrandsoir.info/syndicalisme-rassemble-syndicalisme-jaune.html>